

# E » EN ALGERIE

En conclusion, nous prenons acte de l'esquive de Boumedienne qui n'a pas le triste courage de son exécutrice de basses-œuvres (voir ci-dessous).

Le Comité créé pour la défense de Ben Bella s'est élargi jeudi 4 novembre, en Comité pour la défense de Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie. Son comité directeur s'est élargi à plusieurs personnalités, notamment M. Péju, Albert-Paul Lentin et notre camarade Albert Roux.

Il a créé plusieurs commissions de travail dont une commission juridique et une commission syndicale.

Nous demanderons que lui soit soumis tous les documents utiles, parmi lesquels, le constat médical établi par un médecin de l'Ambassade de France à Alger des traces de sévices subis par notre camarade Jean-Yves Le Goff, en particulier des traces de brûlures de la torture par électricité.

De nouvelles dérobades du gouvernement algérien, non seulement seraient de nouveaux aveux, mais confirmeraient la crainte que le régime de « la question » continue en Algérie sous le couvert juridique du refus de la non-immixtion dans les affaires intérieures du pays.

# LE SECOND BANDOUNG N'AURA PAS LIEU

**L**E PREMIER rendez-vous de la Conférence afro-asiatique fut annulé en juin dernier en raison du coup d'Etat militaire contre Ben Bella survenu peu de jours auparavant. Bon nombre de gouvernements répugnaient à donner leur caution à Boumedienne en venant siéger à Alger. Cet obstacle joint aux difficultés de fond de la Conférence, et en particulier aux problèmes soulevés par le différend sino-soviétique, incita les participants à ajourner cette session au début de novembre.

Ce nouveau rendez-vous se solde par un échec plus grave que le précédent et qui rendra infiniment difficile la réunion d'un nouveau Bandoung. Avant de s'aventurer dans une nouvelle tentative de ce type, les gouvernements afro-asiatiques chercheront à s'entourer d'un maximum de précautions et de garanties. Or, les causes de l'échec enregistré à Alger en ce début de novembre sont profondes et ne seront pas résorbées de sitôt.

Il y a dix ans, l'Assemblée de Bandoung eut une forte résonance. Elle fut portée par un mouvement d'émancipation en plein essor qui brisa bien des barrières et mit en sourdine certaines contradictions sans les faire disparaître pour autant. Ce mouvement d'émancipation a connu depuis lors une grande extension, mais il donne également dans certains secteurs des signes d'essoufflement, voire d'enlèvement. Les grands impérialismes, un instant débordés, désarçonnés, ont rapidement exploité la faiblesse économique des jeunes Etats récemment devenus souverains. Paris, Londres et Washington, forts de leur « coopération » économique et technique, tirent les ficelles d'un certain nombre de gouvernements africains et asiatiques.

A ces facteurs de division qui exploitent à plein tous les particularismes, tous les intérêts spécifiques, tous les conflits religieux ou raciaux, vient s'ajouter à présent la lutte d'influence entre Pékin et Moscou qui se déroule avec un acharnement

particulier dans les régions anciennement colonisées.

Les dirigeants chinois avaient tout mis en œuvre pour empêcher la participation de l'U.R.S.S. à la conférence afro-asiatique. Lorsqu'il devint évident que les Chinois aborderaient cette conférence amontrés par de récents revers subis dans diverses régions — dont le plus marquant est celui qu'ils viennent d'essayer en Indonésie — et qu'il leur serait impossible d'éviter un affrontement direct avec les représentants de l'U.R.S.S., Pékin décida de torpiller le second Bandoung en ne se rendant pas à Alger.

Les nuages s'étaient amoncés depuis le mois de juin. Le problème du Vietnam était appelé à soulever d'âpres discussions. La crise indonésienne et le conflit indo-pakistanaïse achevèrent de créer un climat impropre à la tenue d'une semblable conférence. L'absence de la Chine réjouissait certains, mais d'autres délégations présentes à Alger refusaient de se livrer à une manifestation antichinoise. La préservation de l'indépendance très relative dont jouissent ces pays leur impose un jeu savant d'équilibre entre les puissances impérialistes et entre l'Union Soviétique et la Chine.

L'ajournement, pour un délai indéfini cette fois, apparut rapidement comme la seule issue possible qui préservait l'essentiel en n'entreprenant rien. Cette solution permet paradoxalement à chacun de crier victoire.

Les Etats-Unis sont satisfaits parce qu'ils n'ont pas été mis en accusation au sujet du Vietnam.

L'U.R.S.S. triomphe parce que le principe de son admission a été accepté.

La Chine voit la preuve de son poids et de son autorité dans le fait que sa requête d'ajournement a finalement prévalu et qu'il a été reconnu que la conférence ne pouvait se tenir en son absence.

M. A.

## basses œuvres

ner des leçons, dénoncer des erreurs et faire de la morale ne peut qu'amener à crier : « Pas ça, ou pas vous ! » D'autant que la répression qui s'abat en Algérie touche des militants qui n'ont eu le plus souvent rien à voir avec la politique du PCF, même quand il s'agit de membres du PCA dont certains ont mené pendant la guerre d'Algérie une lutte courageuse en marge de la ligne stalinienne, voire contre elle.

Avant Boumedienne, Michèle Mestre avait tenté de se faire reconnaître comme « direction communiste » par les Chinois, mais elle avait trouvé là plus servile qu'elle-même, le carriérisme des aventuriers rendant plus souple que l'hystérie. Elle semble avoir trouvé maintenant des patrons compréhensifs : il est vrai qu'ils n'ont pas le choix. Mais l'argumentation de l'impudent virago est d'une faiblesse intellectuelle qui les desservira : Il n'y a pas de répression et de tortures, démontre-telle parce que... le peuple algérien a trop souffert pour laisser s'installer « le régime de la terreur collective, le régime du bourreau, le régime de la torture et des supplices ». Et elle ajoute imprudemment : « Il reste à prouver... que le peuple algérien s'est laissé, comme cela, déposséder de sa victoire. » C'est par là que Michèle Mestre devrait commencer, en répondant à nos informations et à notre argumentation, et non en « prouvant » que nos camarades et amis mentent parce que des

journaux du parti de Michèle Mestre ont menti.

Si quelque chose de son passé restait dans la cervelle enténébrée de Michèle Mestre, elle se souviendrait sûrement qu'il est depuis quarante ans un signe sûr de la contre-révolution : l'anti-trotskyisme. Mais Michèle Mestre est justement devenue une calomnatrice antitrotskyiste qui crache la haine recuite d'une mégalomane frustrée doublée d'une dogmatique bornée. Elle aurait voulu, écrit-elle, interroger nos camarades, en les regardant dans les yeux. Nous n'aurions pas manqué de la convoquer à notre conférence de presse si nous avions considéré *Le Communiste* comme un journal. Mais si nous l'avions fait, nous avouons ne pas savoir quel dosage exact de cynisme et de démençe nos camarades auraient pu lire dans les yeux de Michèle Mestre.

S'il est possible qu'après d'un tel « leader » subsiste quelques véritables communistes, nous leur demandons en tout cas de prendre Albert Roux au mot : qu'une commission d'enquête aussi incontestable que la Commission Dewey (que Michèle Mestre qui parle des procès de Moscou, n'a peut-être pas oubliés) soit formée pour enquêter à Alger ; et puisque *Le Communiste* y est si bien en cour, qu'ils exigent de l'équipe Boumedienne sa tâche. Jamais un communiste digne de qu'une telle commission puisse accomplir ce nom ne s'est dérobé à une telle mise en demeure.

M. DERVAL.

# GÉ PAR FIDEL CASTRO

ments et les mobiles qui leur avaient inspiré leur action avaient une base, au moins dans leur intention. Admettons, à titre d'hypothèse, qu'ils aient raison. Quand vous avez raison, est-il pour cela nécessaire de recourir à la trahison ? Une révolte militaire était-elle la seule voie qui leur était ouverte ? Leur situation était-elle celle de Nasser en Egypte, face au roi Farouk ? Pas du tout. Nombre de ministres de cabinet sont toujours en place. S'il est vrai que les promoteurs du coup d'Etat représentaient la volonté du peuple, s'il était vrai qu'ils avaient raison, pourquoi alors ont-ils recouru à la prise militaire du pouvoir ? Pourquoi n'ont-ils pas posé le problème devant les masses, devant le peuple ? Pourquoi n'ont-ils pas posé le problème dans les rangs du parti, au sein des rangs des révolutionnaires ?

Comment pourrions-nous accepter, marxistes-léninistes, dans les conditions spécifiques de l'Algérie, une prise militaire du pouvoir, menée à bien de façon trahissante pendant la nuit, qui nous rappelle tellement le 10 mars (le coup d'Etat militaire du dictateur Batista en 1962) tant par son heure que par la façon dont elle a eu lieu et par les formes de répression qui ont été déjà utilisées contre le peuple : des soldats, des auto-pompes, des fusillades, des coups et des voitures de police aux sirènes hurlantes.

Avec beaucoup de regret cela nous rappelle les jours qui ont suivi le 10 mars. Il ne serait pas correct d'affirmer que la prise militaire du pouvoir en Algérie est semblable au 10 mars, pour ce qui est de la composition des forces en présence. Non ! Mais, dans les méthodes utilisées, elles se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Et cela doit nécessairement se ressembler, parce que chaque fois que des soldats agissent contre la volonté populaire, la répression apparaît ; et la répression contre le peuple, contre les masses, se ressemble toujours, à tous moments.

S'ils pensaient qu'ils avaient raison et qu'ils étaient les interprètes de la volonté de la majorité, pourquoi ne sont-ils allés, alors, devant les masses, pourquoi ne sont-ils pas allés alors, devant le parti ? Si en plus de la force ils avaient aussi le soutien du peuple, pourquoi ont-ils alors recouru à la force ?

Pourquoi n'ont-ils pas exposé le problème aux masses et à l'organisation politique des masses révolutionnaires ? Et je pense que quiconque est réellement convaincu qu'il a une position juste et qu'il représente la volonté du peuple, ne manquerait pas au courage de porter le problème devant le peuple et devant ses institutions représentatives.

Ceux qui ne sont pas sûrs d'avoir une position juste ou d'interpréter la volonté du peuple en viennent au seul moyen qui leur est possible à un moment donné, la contrainte. Et nous, en tant que marxistes-léninistes, ne pouvons pas justifier cette procédure militaire contre les masses et contre le parti.

En dehors de ce qu'ils peuvent faire par la suite, même s'ils étaient plus révolutionnaires que Karl Marx lui-même nous ne nous abstiendrions pas de leur dire, tout en reconnaissant leurs vertus, leurs erreurs et le mal qu'ils ont fait, les dommages à la révolution algérienne qui peuvent surgir de leur conduite, les dommages au mouvement révolutionnaire en Afrique ou dans les autres parties du monde : la méfiance qui peut s'éveiller dans d'autres pays libérés d'Afrique, et combien il est fâcheux d'établir sur ce continent la procédure de la prise militaire du pouvoir au milieu d'un processus révolutionnaire.

Et s'ils voulaient réellement être plus révolutionnaires, comment pourraient-ils accomplir ces intentions plus révolutionnaires ?

Pourraient-ils faire avec un peuple divisé, ce que Ben Bella, plein de bonnes intentions, ne pouvait faire avec un peuple uni. Pourraient-ils avec un peuple divisé, faire face au danger impérialiste ? Pourraient-ils livrer les batailles difficiles qu'un processus de radicalisation d'une révolution entraîne ? Comment pourraient-ils livrer ces batailles difficiles avec un peuple divisé ? Des batailles que nous avons gagnées comme peuple uni, avec toutes les forces d'un peuple uni ?

Comment vont-ils réveiller les énergies sans les masses ? Vont-ils les réveiller dans les casernes ? Non. L'énergie qui émane des casernes, dissociées du peuple, ne sera jamais suffisante pour résister à la puissance des capitalistes, qui ne peut être seulement affrontée que par

l'énergie révolutionnaire énorme, et la force du peuple, d'un peuple uni.

Rendre la révolution plus radicale dans ces conditions serait extraordinairement difficile ; bien sûr, ce ne serait pas impossible. Mais faire face à ces batailles très difficiles, et à ces situations très délicates, exige un talent politique et une audace révolutionnaire que Bouteflika et compagnie ne semblent pas avoir ; cela nécessiterait non pas le soutien des conservateurs, mais du peuple révolutionnaire, le soutien des travailleurs, des paysans, des étudiants. Et je ne vois pas comment quiconque peut gagner le soutien de ses masses en utilisant sa crosse de fusil et en leur tirant dessus. Je doute que le soutien des masses puisse être gagné par ceux qui ne croient pas dans les masses, qui méprisent la force des masses, et essayent de la remplacer par le pouvoir des garnisons militaires, derrière le dos du peuple.

Je n'ai pas dit en vain que ces responsables du coup d'Etat ont tout fait pour empêcher l'armée algérienne de devenir une armée du peuple, pour empêcher les forces armées, la classe ouvrière et la paysannerie de devenir étroitement associées, comme cela s'est passé dans notre pays. Parce que, et en vue de fonder un esprit militaire, les forces armées ne peuvent pas être véritablement populaires, révolutionnaires, avoir des racines dans le peuple, et ses fractions progressistes et révolutionnaires. En réprimant les étudiants, les travailleurs, je ne vois pas comment quiconque, même bien intentionné, même imbu d'idées et de buts révolutionnaires, peut faire quoi que ce soit.

Et à mesure que nous connaissons les nouvelles, les câbles sur la répression qui a lieu, nous croyons que les faits montreront de plus en plus chaque jour combien la procédure a été injustifiable et quelles conséquences pénibles elle peut avoir pour l'Algérie...

...Pour cette raison, nous voyons aujourd'hui l'image de l'Algérie avec peine. Du fond de notre cœur, nous espérons qu'un pays frère pourra éviter l'abîme énorme qui s'est ouvert devant lui, qu'il pourra surmonter ses difficultés, sans effusion de sang.